Le 24-03-2016

Télécharger ou imprimer au format PDF

Athènes, 18 octobre 2015

1 – Après les événements de Chypre en 2013, lorsque le « non au mémorandum » unanime du parlement chypriote fut, en une semaine, transformé en « oui » par la menace de la BCE de cesser tout soutien économique, la violente conversion par A. Tsipras du « non » populaire du référendum du 5 Juillet en « oui » vient confirmer que rester dans l'EuroZone et l'UE s'oppose frontalement à la démocratie. Le troisième mémorandum signé par SYRIZA démontre aussi que même de timides tentatives pour défier la politique d'austérité ne sont pas compatibles avec le cadre de l'EuroZone et de l'UE.

2 – Les événements de Chypre et de Grèce se sont ajoutés à la longue liste des violations de la volonté des peuples par l'EuroZone et l'UE et par les divers gouvernements. Le contournement du rejet de la « constitution européenne » – que le Traité de Lisbonne a réintroduit subrepticement – l'inversion forcée du référendum irlandais en ce qui concernait le Traité de Lisbonne, les exigences des programmes d'ajustements fiscaux, avec la participation du FMI pour les pays baltes, la tentative de chantage exercée sur le peuple islandais et les programmes obligatoires de sauvetage de l'euro dans un certain nombre de pays, en sont des exemples typiques.

3 – La conclusion que tous les peuples d'Europe doivent tirer de ces exemples, est qu'une lutte contre l'EuroZone et l'UE constitue l'élément-clé du combat contre l'austérité et/ou les mémorandums. C'est un processus primordial pour l'articulation de tout plan de sortie de la crise en faveur des classes populaires et un point essentiel pour modifier l'équilibre du pouvoir actuel en faveur de ces mêmes classes. Voilà la leçon principale qui doit être retenue des récents événements de Grèce – résultant du point de vue, chez les parlementaires, « qu'il n'y a pas d'alternative ». Si les mouvements populaires ne remettent pas en question l'EuroZone et l'UE, il n'y aura pas de changement.

4 – L'orientation de l'EU et de l'EuroZone n'est pas négociable. Ces structures sont toutes deux structurées de façon à servir les intérêts des capitalistes, des banquiers et des pays puissants, alors que durant les années de crise, elles ont tissé une toile d'outils et de procédures anti-démocratiques, qui lient les États-membres jusqu'à la complète abolition de leur souveraineté populaire et de leur

indépendance nationale. La surveillance, institutionnalisée par ces mécanismes - avec la mission confiée à la BCE de gérer la politique monétaire et les taux de change – abolit en réalité les gouvernements et neutralise toute pression potentielle que les classes laborieuses pourraient exercer sur la politique économique. Tout changement radical est par conséquent inextricablement lié à la rupture, le retrait et la dissolution de l'EU et de l'EuroZone et à la création entre les États de relations d'égal à égal mutuellement bénéfiques.

5 – l'EuroZone constitue un programme néolibéral qui non seulement inflige des pertes sévères au monde du travail, mais aussi augmente les surplus des pays puissants au détriment des autres qui sont obligés d'absorber ces surplus sous la forme de prêts – ce qui détériore encore plus leur balance des paiements. En bloquant les liquidités, les lois de la Debtocratie [1] moderne sont imposées au sein de l'Europe par les pays créditeurs aux pays débiteurs. Avec les liquidités utilisées comme arme, les économies sont forcées d'adopter des mesures. Des réformes néolibérales sont imposées, lesquelles d'une part mènent à une réduction intentionnelle du niveau de vie des classes populaires, et d'autre part, aggravent la dette publique. En utilisant l'euro et les liquidités comme armes, ils imposent une stratégie de sortie de crise au bénéfice du capital. Les coûts du travail diminuent pour la profitabilité du capital, les travailleurs indépendants sont asphyxiés, les petites et moyennes entreprises sont sacrifiées au profit des sociétés multinationales. Par conséquent, tout programme alternatif doit reposer sur la sortie de l'EuroZone et sur la nationalisation du système bancaire comme points de départ. Il est vital, cependant, de considérer la situation dans son ensemble : l'euro n'est pas seulement une devise avec une architecture faussée, c'est un outil impérialiste qui vise des objectifs spécifiques. Il représente une coalition des capitalismes nationaux qui veulent rester à flot au niveau international et dans la concurrence qu'ils se mènent, au détriment des classes laborieuses et des couches populaires. Voilà pourquoi le combat contre l'austérité ne peut être mené de façon cohérente dans un cadre national ou international que si la rupture avec ce mécanisme néolibéral est définie comme objectif principal.

6 – Ce débat est finalement en train de s'ouvrir au sein de la gauche européenne, à partir de la leçon donnée par la capitulation de SYRIZA. Des initiatives telles que celle de Mélenchon, Fassina et Lafontaine sont tout à fait significatives à cet égard. Nous accueillons le débat. Cependant, la gauche européenne s'est égarée, avec des résultats désastreux, pendant des décennies dans des illusions sur la nature de l'UE. Ce qui a donné de l'espace à la fois aux socio-démocrates pour mettre en œuvre le néolibéralisme, et à l'extrême-droite pour émerger comme la seule force de défense de la souveraineté populaire. Nous ne pouvons pas continuer ainsi. Nous avons besoin d'un plan alternatif, capable d'interagir avec les mouvements sociaux dans chaque pays, pour organiser de manière efficace la lutte contre les politiques d'austérité et les ajustements structurels, et pour affronter l'euro et l'UE. Au cas où ils tenteraient de punir un pays qui choisirait une orientation politique alternative, par l'utilisation de liquidités, comme dans à Chypre et en Grèce (par exemple, au Portugal), ce plan alternatif constituera l'axe de la coopération et de la solidarité internationale. Après la tragique stratégie de SYRIZA, la Gauche et les forces populaires doivent réclamer un nouvel espace politique pour dénoncer l'austérité – un espace de souveraineté populaire et de justice sociale - opposé à la domination du capitalisme monopolistique et à ses organisations internationales. Ceci n'est pas possible à l'intérieur de l'Euro-Zone et de l'UE.

7 – Les traités de l'UE ne peuvent pas être révisés car ils ont été conçus pour étendre le néolibéralisme et assécher la souveraineté populaire et la démocratie. Aux voix qui insistent sur les problèmes internationaux contemporains (par exemple, la question des réfugiés) et sur le besoin de coopération internationale, nous devons montrer que l'UE et les puissances impérialistes dominantes, sont au premier chef responsables de la situation au Moyen-Orient. Nous devons aussi souligner que l'UE impérialiste n'est pas du tout la nécessaire coopération internationale. Notre but

n’est pas l’isolation de chaque pays, mais un nouveau partenariat pour les peuples européens – et pas seulement pour eux – sur la base d’une coopération mutuelle.

8 – Les guerres menées par l’Occident et les programmes d’ajustements structurels qui mènent à la pauvreté et provoquent l’effondrement des États, sont à l’origine des millions de réfugiés et de migrants qui attendent aux portes de l’Europe. Nous nous opposons aux politiques de la « Forteresse Europe » qui sont responsables de la mort de milliers de réfugiés et de migrants aux frontières de l’Union. Nous soutenons les mouvements de solidarité envers les réfugiés et exigeons que le droit d’asile et un accueil sûr soient respectés. Nous œuvrons pour un vaste mouvement anti-guerre et anti-impérialiste en Europe, afin que cessent les interventions impérialistes qui poussent les gens à quitter leur pays. Nous luttons contre le racisme, les politiques et l’idéologie de l’extrême-droite réactionnaire et xénophobe.

9 – Nous devons agir immédiatement, de manière unie et coordonnée, par des campagnes et des initiatives à travers toute l’Europe, par un dialogue entre les mouvements sociaux, les forces de gauche et les forces politiques anti-néolibérales. Pour la souveraineté populaire. Pour la justice sociale et une stratégie de sortie de crise en faveur du monde du travail et non du capital. Pour une autre façon de coopérer entre les peuples européens qui soit au-delà de l’UE impopulaire et anti-démocratique. La dissolution de l’Euro-Zone est la première étape vers cet objectif.

10 – Pour commencer, nous proposons d’organiser dans un avenir proche, un forum de discussion afin de développer une alternative à l’euro-régime. Nous voulons travailler ensemble et coordonner notre action avec toutes les forces et toutes les campagnes qui souhaitent rompre avec la formule chère aux élites dirigeantes : « Il n’y a pas d’alternative ».

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire